

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

[http://www.cairn.info/article.php?ID\\_REVUE=ETU&ID\\_NUMPUBLIE=ETU\\_106&ID\\_ARTICLE=ETU\\_106\\_0727](http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETU&ID_NUMPUBLIE=ETU_106&ID_ARTICLE=ETU_106_0727)

---

## Allemagne-France, un avenir commun

par Sylvie GOULARD

| SER-SA | Études

2009/6 - Tome 410

ISSN 0014-1941 | pages 727 à 738

---

Pour citer cet article :

– Goulard S., Allemagne-France, un avenir commun, Études 2009/6, Tome 410, p. 727-738.

---

Distribution électronique Cairn pour SER-SA.

© SER-SA. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## Allemagne-France, un avenir commun

■ SYLVIE GOULARD

**S**EULES, ni la France, ni l'Allemagne ne pourront défendre leurs valeurs et leurs intérêts à l'échelle mondiale. Avec la partie nord de l'Italie, elles forment la plus grande zone industrielle du continent ; l'Allemagne possède une puissance commerciale sans équivalent, la France conserve des atouts politiques – notamment, son siège au Conseil de sécurité des Nations Unies. Mais face aux puissances émergentes, ces instruments seront vite insuffisants, d'où la nécessité de poursuivre l'unification européenne, selon l'adage bien connu : l'union fait la force.

Mais, plus encore – et c'est ce qui donne à la relation franco-allemande sa valeur irremplaçable – l'union fait le droit : les deux pays sont les héritiers d'un projet politique unique consistant à remplacer les rapports de force par des rapports de droit. A ce titre, ils sont dépositaires d'un espoir pour le monde entier. Même si Français et Allemands n'en mesurent plus la vertu, un grand nombre de tiers observent cette coopération bilatérale avec une curiosité intacte. D'où la nécessité de s'interroger encore sur le sens de cette relation et les moyens de la revigorer.

■ Auteur de *L'Europe pour les nuls*, Edition Générales First, 2009 [2<sup>ème</sup> éd.].

## *La coopération franco-allemande dans la crise*

Née aux Etats-Unis, la crise actuelle serait celle du modèle anglo-saxon. La réalité est un peu plus compliquée. En Europe, le cadre de l'économie de marché a été posé par le Traité de Rome. Ce texte a été conçu par six Etats dont la Grande-Bretagne ne faisait pas partie. Si les Américains ont, à distance, soutenu le projet de CEE, les Néerlandais, attachés au libre échange, ou les Allemands, dotés d'un droit de la concurrence élaboré, ont aussi imprimé leur marque.

Longtemps, la variante européenne de l'économie de marché a été la *soziale Marktwirtschaft*<sup>1</sup>. Ce concept défend à la fois la liberté d'entreprendre et la justice sociale. Si les continentaux y ont renoncé, est-ce vraiment la faute des Anglo-saxons ? Le député européen allemand Elmar Brok (PPE-CDU) a prononcé cette phrase significative<sup>2</sup> : « on nous a dit depuis dix ans que le modèle économique rhénan était mort et que le modèle anglo-saxon était l'avenir, et nous avons commencé à le croire nous-mêmes. » Pour les Allemands et les Français, vouer les anglo-saxons aux gémonies, c'est se dédouaner à peu de frais<sup>3</sup>. La même remarque vaut pour la crise institutionnelle : dans ce domaine aussi, l'impasse actuelle tient largement à la commune pusillanimité des autorités allemandes et françaises.

L'accueil de nouveaux pays dans l'Union européenne était un devoir moral, économique et politique. L'Allemagne avait raison d'insister auprès des gouvernements français ; mais ces derniers n'avaient pas tort d'attirer l'attention sur les dangers d'une hétérogénéité excessive. L'UE a demandé aux entrants des efforts considérables d'adaptation dont elle s'est exemptée.

## *La preuve par l'absurde*

L'échec du Conseil européen de Nice, en 2000, pendant la présidence française, tient largement aux dysfonctionnements du couple franco-allemand : la France a refusé l'offre d'intégration plus poussée qu'avait faite le ministre fédéral des Affaires étrangères, Joschka Fischer, lors de son discours à l'université Humboldt en mai. Il est vrai que Gerhard Schröder, alors Chancelier, était plus fermé ; l'absence de concertation franco-allemande avant le Conseil européen

1. « Economie sociale de marché », née en Allemagne sous l'impulsion d'Alfred Müller-Armack, mise en œuvre notamment par Ludwig Erhard.

2. Rapportée dans le *Financial Times* du samedi 21 mars 2009.

3. Voir de Sylvie Goulard et Karl Lamers, « L'économie sociale de marché, un enjeu d'une rive à l'autre du Rhin », *Le Monde*, 16 octobre 2008.

donne le pire exemple de ce que peut apporter la division des deux pays. Privées de « surmoi », les passions nationalistes se sont déchaînées ; un traité a été signé qui n'était pas à la hauteur des enjeux mais qui demeure encore aujourd'hui, hélas, le seul cadre de l'action à 27. Le Traité constitutionnel, rédigé par une Convention d'élus présidée par Valéry Giscard d'Estaing, où siégeaient, parmi les membres actifs, Dominique de Villepin et Joschka Fischer, n'a pas pu être ratifié.

D'où un Traité modificatif, signé à Lisbonne mais négocié par la présidence allemande de 2007. Enfanté dans des conditions difficiles<sup>4</sup>, ce texte a le mérite d'exister et de comporter de nombreuses avancées. Mais Français et Allemands se sont contentés de conciliabules à huis clos, bien éloignés des aspirations des populations. Le texte, peu lisible, comporte plusieurs ambiguïtés<sup>5</sup>. Il fait la part belle aux revendications de pays tels que la Pologne ou le Royaume-Uni qui avaient signé le Traité constitutionnel et qui, au mépris de la parole donnée, ne l'ont pas même soumis à ratification.

A Lisbonne, les 27 gouvernements n'ont pas non plus tiré les leçons des référendums négatifs de 2005 : la présidence allemande s'est bien gardée de prévoir une issue en cas de rejet du texte dans un pays minoritaire<sup>6</sup>. Faut-il que des pays représentant une portion congrue de la population européenne bloquent le processus de ratification accepté par des parlementaires représentant plus de 450 millions de citoyens ? Lors de l'adoption de la Loi fondamentale de la RFA, voilà 60 ans, le refus de ratifier de la Bavière n'a pas arrêté la marche vers la reconstitution de l'Allemagne. Les Allemands auraient pu invoquer ce précédent ! Quant à la présidence française de 2008, elle s'est achevée par de funestes concessions faites à l'Irlande. Pour l'inciter à organiser un deuxième référendum, la nature de la Commission européenne a été sacrifiée sur l'autel intergouvernemental, ainsi que toute chance d'une harmonisation fiscale, pourtant si nécessaire.

En un mot, depuis des années, en dépit de leurs beaux discours, Français et Allemands n'ont cessé de bricoler, laissant filer les principes communautaires des origines, le besoin d'institutions fortes mais aussi la volonté de bâtir une société équitable ; ils ont toléré la montée des inégalités tout en sapant l'UE. Qu'ils aient soutenu, en 2004, la candidature de M. Barroso, chantre de la dérégulation qui avait défendu l'expédition en Irak de Georges W. Bush, apôtre d'une abstraite égalité des Etats, n'était déjà pas très rassurant. Mais

4. Après que dix-huit Etats aient dit oui à la Constitution, pour deux ayant dit non.

5. Sur la politique de concurrence par exemple, disparue des articles de principe mais maintenue, fort heureusement d'ailleurs, dans les dispositions techniques.

6. Voir de Mario Monti, *Referendum ad agendum*, publié sur le site du Mouvement Européen France et de Notre Europe ([www.mouvement-europeen.eu](http://www.mouvement-europeen.eu)).

qu'ils le soutiennent aujourd'hui, pour un nouveau mandat, revient à entériner l'affaiblissement de l'Union.

Satisfaits du plus petit dénominateur commun, oubliant de taper du poing sur la table, ménageant les Etats récalcitrants quand il faudrait défendre l'Europe, Français et Allemands n'ont pas été à la hauteur. Certes, ils finissent souvent par nouer de laborieux compromis ; certes, ils gèrent l'héritage en assurant une sorte de service minimum. Mais le souffle manque. L'Union piétine. L'Euro est le dernier grand projet franco-allemand significatif. Nos gouvernements auraient-ils aujourd'hui l'audace de le créer ?

Dans une Union à 27, ces deux Etats n'ont pas vocation à décider seuls ; leur coopération doit être ouverte aux autres. Tous les Etats membres, tous les peuples ont leur place dans l'UE. En revanche, il n'est pas acceptable que des pays dont l'ambition est d'empêcher les progrès, voire d'arrêter la marche vers l'unité, prennent les autres en otages. L'Irlande s'est illustrée au début de la crise bancaire par une décision unilatérale égoïste, destinée à protéger ses seules banques. De même, nos autorités tolèrent que le président tchèque Vaclav Klaus insulte les partenaires européens et contribue à renverser son Premier ministre pour torpiller l'UE. Nous ne devrions pas admettre ces dérives sans réagir.

Le poids objectif de l'Allemagne et de la France demeure majeur : à elles deux, elles représentent environ 48 % du PIB de la zone Euro, 36 % du budget européen et 33 % de la population. A ce jour, aucune force alternative authentiquement européenne dotée d'une même légitimité n'est apparue. Des alliances en vue de la défense des intérêts particuliers voient le jour, mais l'UE n'a pas trouvé de leaders.

## *Une longue série de divergences*

La coopération franco-allemande a toujours été difficile. Les nostalgiques d'un prétendu âge d'or se racontent de jolies histoires. Même à Six, les confrontations ont parfois été rudes, comme l'ont prouvé l'échec de la Communauté européenne de Défense en 1954, ou l'épisode de « la chaise vide » du temps du général de Gaulle. Le couple mythique Kohl/Mitterrand a souvent eu des relations tendues.

Spontanément, Français et Allemands s'accordent peu, d'où les conflits de jadis. Les traditions politiques sont opposées : on sous-estime souvent la différence entre un Etat central doté d'un président élu au suffrage universel, et un Etat fédéral dont le Parlement et les échelons locaux jouent un rôle majeur. Or, des rythmes de décision différents en découlent ; la phrase prononcée par Nicolas Sarkozy le 24 novembre 2008, « la France travaille, l'Allemagne réfléchit », exprime ce décalage. De même, lorsque des troupes sont envoyées à l'étranger, le Bundestag tranche au terme d'un long débat. En France, la décision appartient et restera à l'Elysée. Les conceptions économiques sont aussi différentes : en Allemagne, le « libéralisme » n'est pas un concept maudit, c'est l'idée d'une présence excessive de l'Etat (le Bund) qui inquiéterait. Les Länder sont en revanche aussi interventionnistes que l'Etat français : le développement de la Bavière est le fruit d'une politique industrielle publique régionale. Or, pas un ministre parisien ne pense à aller voir un Ministre-Président de Land, même quand celui-ci, comme en Nordrhein-Westfalen, est à la tête d'un Land plus puissant que bien des Etats membres actuels de l'UE.

Les deux sociétés ont des perceptions différentes des enjeux environnementaux : le nucléaire terrorise les Allemands mais pas les centrales à charbon qui émettent des gaz à effet de serre, ni les grosses voitures roulant sur des autoroutes sans limitation de vitesse. Les deux sociétés échangent assez peu. On voit rarement des hommes politiques français s'exprimer dans la presse allemande ou l'inverse. Les télévisions restent imperméables l'une à l'autre. Contrairement aux Allemands, les Français ne passent même pas leurs vacances dans le pays partenaire.

Quelles que soient les causes des divergences, la vertu des relations franco-allemandes, depuis 1950 et surtout 1963, était de les surmonter ; elles ont fait leurs preuves quand elles ont pu être une machine à fabriquer du compromis, au nom d'un intérêt commun supérieur. Ainsi de la création de l'Euro.

Au total, l'inquiétant est moins l'absence de convergence que le manque de mécanismes pour surmonter les divergences. Les divergences ne se sont pas plus graves que par le passé, mais rien n'est fait pour les dépasser. En voulant des résultats spectaculaires tout de suite, les médias n'aident guère.

Le couple franco-allemand appelle des réunions patientes, pour ne pas dire fastidieuses, et beaucoup de respect mutuel. Le fruit des compromis est plus souvent solide qu'attractif.

## *Une méconnaissance mutuelle persistante*

Français et Allemands continuent à mal se connaître. Depuis 1989, la situation s'est plutôt détériorée. La chute du Mur marque un tournant pour l'Europe et la relation franco-allemande ; si le processus d'unification, mené dans un contexte instable et évolutif, a été assez bien géré sur le plan technique<sup>7</sup>, en revanche, le volet psychologique a été négligé. A l'automne 1989, François Mitterrand a hésité ; il dit lui-même dans un ouvrage posthume consacré à l'Allemagne<sup>8</sup> qu'il a dédaigné de faire un geste symbolique. Les Français n'ont jamais été invités par leurs dirigeants successifs (pas plus Jacques Chirac que Lionel Jospin) à prendre la mesure de ce que signifiait pour les Allemands, et tous les peuples d'Europe centrale, la fin de la guerre froide : des retrouvailles entre des familles longtemps déchirées ; la fin d'un régime totalitaire doté d'une police odieuse ; le droit de voyager librement, et même de porter des jeans ou de manger des bananes... L'élargissement est resté en France un corps étranger. Jamais ces aspects humains n'ont été mis en avant. Quelques pseudo-stratégies ont agité le spectre du retour de la grande Allemagne quand les Allemands, dans leur immense majorité, se bornaient à goûter un bonheur simple, inespéré.

En Allemagne, le processus long et coûteux d'unification a suscité une sorte de lassitude ; dans l'Union européenne, le chantier titanesque de l'élargissement, consistant à passer, en une quinzaine d'années, de 12 membres relativement homogènes à un ensemble de 27 Etats très divers, a lui aussi mobilisé la quasi-totalité des énergies.

A l'Allemagne, l'élargissement a apporté l'essentiel : des frontières sûres, un voisinage pacifié, respectant les droits de l'homme et l'économie de marché, de nouveaux clients ainsi qu'un espace où trouver à bon prix des sous-traitants. Pourquoi courir encore sur la voie de l'intégration européenne qui coûterait de l'argent et de nouveaux sacrifices de souveraineté auxquels juges constitutionnels et autorités locales ne sont plus prêts ? Enfin, pourquoi être plus royaliste que le Roy (de France) ? D'une Europe intégrée, forcément

7. Cf. l'entrée rapide de la RDA dans la CEE grâce notamment à la réactivité de Jacques Delors, ou la conclusion rapide du traité 2+4 sur les aspects extérieurs de l'unification.

8. *De L'Allemagne*, Odile Jacob, 1996

fédérale, les présidents de la République française n'ont jamais voulu. Enfermés dans leurs schémas, ils continuent à prôner une Europe forte avec des institutions faibles. En dépit des discours, la présidence française de fin 2008 n'échappe pas à la règle : intergouvernementale, centrée sur le Conseil européen, elle n'a rien eu d'un temps fort communautaire. Elle s'inscrit dans la continuité des ambiguïtés françaises en matière européenne. L'absence totale d'effort gouvernemental pour expliquer l'enjeu des élections européennes, la baisse de 40 % des crédits du secrétariat d'Etat aux Affaires européennes l'année de ce grand rendez-vous démocratique montrent combien le grand élan de la présidence est retombé.

En France, la fin de la guerre froide a plutôt chagriné les esprits, inquiets d'une rétrogradation du pays. Durant les vingt dernières années, les gouvernements français ont surtout opté pour des postures défensives. Il fallait tenir sur tous les fronts : sur le statut d'après-guerre (et les fameux droits réservés !), sur la parité avec la RFA au Conseil des ministres, sur la PAC. Le gouvernement Jospin a ajouté le mot « croissance » au titre du Pacte de stabilité, mais le concept n'était en rien modifié. Nul, dans la gauche française, n'avait convaincu les Allemands d'un changement sur le fond. Freiner des quatre fers retarde les échéances sans les empêcher d'advenir. La France prend l'habitude de céder : sur l'élargissement sans approfondissement, en dépit des dispositions de la loi autorisant la ratification du traité d'Amsterdam ; sur la parité avec l'Allemagne arrachée à Nice mais abandonnée à la Convention (sur une base démographique, tout à fait acceptable) ; sur les missions de la BCE. La France a fait l'Europe à reculons, jusqu'à avoir le dos au mur.

En bilatéral, la même glissade s'est produite. Face au recul de l'apprentissage de l'allemand en France et du français en Allemagne, on a bien rédigé quelques brochures ou tenté des opérations de promotion (mobilisant Patricia Kaas et Tokyo Hotel), mais jamais les gouvernements n'ont réfléchi à la cause profonde du recul : le souci des parents que leurs enfants apprennent bien l'anglais. Les cursus bi-langues<sup>9</sup> restent rares. A part quelques rodomontades, les deux pays n'ont eu aucune politique conjointe de défense de la diversité linguistique à Bruxelles. Si le traité de l'Elysée était stratégique, tourné vers les jeunes et s'il accordait à l'OFAJ<sup>10</sup> des moyens importants, depuis des années les gouvernements n'assument plus le carac-

9. C'est-à-dire, permettant, selon le jargon de l'Education nationale, d'apprendre anglais et allemand en « première » langue.

10. Office Franco-Allemand pour la Jeunesse.

rière privilégiée de la relation franco-allemande. On dit la préserver mais, dans le fond, on a déjà admis sa banalisation.

Plusieurs personnalités engagées dans la relation bilatérale ont disparu (Joseph Rovin par exemple). Les canaux directs de communication se sont raréfiés. L'entourage du Président de la République actuel ne compte aucun bon connaisseur de l'Allemagne ; la désignation de Bruno Lemaire a voulu y remédier, après un retard de deux ans. Pour Jacques Chirac ou Gerhard Schröder la situation était similaire. Ainsi le savoir-faire franco-allemand est-il rarement capitalisé. Chaque alternance, dans l'un des deux pays, amène au pouvoir des équipes qui, avant l'élection, n'ont guère songé au partenaire incontournable. On va à Paris ou Berlin, pour quelques heures, symboliquement, après avoir été nommé, mais de l'autre, on ne connaît guère l'histoire. On ne sait rien, en profondeur, de ses rêves et de ses peurs. Les fusions d'entreprise produisant des guidons de vélo ou des savonnettes donnent lieu à des séminaires de « management interculturel », tandis que le Président de la République ou le Chancelier prennent leurs fonctions sans préparation particulière. Nos dirigeants apprennent sur le tas, au petit bonheur...

### *Des torts partagés*

Nous ne nous éterniserons pas sur les alternances de couacs et de rissettes entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel. Par un fâcheux hasard de l'histoire, leurs caractères sont aux antipodes, mais encore faut-il éviter d'en tirer des conclusions générales sur les Français et les Allemands. L'un et l'autre sont atypiques. Née dans une famille protestante ayant quitté l'Ouest pour évangéliser l'Est, éduquée en RDA, sous contrôle de la STASI, M<sup>me</sup> Merkel n'est ni spontanément à l'aise avec les Français, ni encline à la confiance. C'est une scientifique, une femme secrète et réservée, qu'il faut du temps pour convaincre. Qui la brusque, la cabre. Elle déteste ceux qui se mettent en avant. Nicolas Sarkozy, toujours en mouvement, n'est jamais aussi à l'aise que dans les opérations de commando et sous les feux des caméras. Envers l'Allemagne, il n'a pas caché ses réticences, tenant durant la campagne présidentielle des propos passés inaperçus en France qui ont meurtri les Allemands (« la France n'est pas le pays qui a inventé la shoah<sup>11</sup> »). Yasmina Reza rapporte qu'il ne cache

11. A Nice, le 30 mars 2007, à Caen et dans *Philosophie Magazine*.

12. Pour plus de détails voir Sylvie Goulard, *Il faut cultiver notre jardin européen*, Le Seuil, 2008.

13. Tocqueville, Bibliothèque de La Pléiade, tome III, *L'Ancien Régime et la Révolution*, p. 109.

14. Voir « Die Grille und die Ameise », *Süddeutsche Zeitung*, 26 novembre 2008, Sylvie Goulard.

15. Eric Le Boucher, « En finir avec "son" sauvetage d'Alstom », *Le Monde*, 10 février 2008.

16. Voir *Témoignage*, XO Editions, 2007.

pas ses angoisses à la seule idée d'aller à Berlin<sup>12</sup>. N'exagérons pas, toutefois, la part des individus. Les animaux politiques finissent toujours par s'entendre. Et d'ailleurs, depuis la fin de la présidence française, cela va plutôt mieux.

L'essentiel est d'observer la longue durée. Ces dernières années, ni les Allemands, ni les Français n'ont fait beaucoup d'efforts, quand ils n'ont pas délibérément scié la branche européenne sur laquelle ils sont assis...

Depuis longtemps, les Allemands font aux Français le reproche de ne pas être fiables ni très sérieux dans leurs engagements. Sans avoir forcément lu Tocqueville, ils s'insurgent contre le goût des Français pour des « règles rigides » et une « pratique molle »<sup>13</sup>. Les violations répétées de la discipline budgétaire, la désinvolture envers la plupart des directives – autour du Pacte de stabilité ou de l'indépendance de la Banque centrale – pourtant acceptées avec le Traité de Maastricht, l'absence durable de réformes structurelles agacent les Allemands. D'où ce syndrome, au début de la crise, de la cigale et de la fourmi<sup>14</sup>. La fourmi germanique ne paiera pas pour la cigale gauloise.

Depuis 1950, il y a toujours eu des querelles qu'une sorte de surmoi tempérait. Il y avait des choses qui ne se faisaient pas. Ces bonnes traditions se sont perdues. Avec Gerhard Schröder, prompt à courir à Londres et ignorant la France de 1998 à début 2001. Avec Nicolas Sarkozy, qui porte en étendard la défense des intérêts nationaux contre les Allemands. Ainsi se flatte-t-il d'avoir sauvé Alstom en 2003, lorsqu'il était ministre de l'Economie et des Finances. Mais dans cette affaire, qui selon Eric Le Boucher est son pont d'Arcole<sup>15</sup>, le Président de la République oublie de rappeler que, derrière le méchant loup de la Commission européenne, si facile à caricaturer, le véritable ennemi était en réalité... le groupe allemand Siemens. Il y a loin de la pratique aux discours sur la nécessité de faire émerger des champions européens<sup>16</sup>.

Après son élection, ce n'est plus le pont d'Arcole mais le Rubicon que le président a franchi. Avec son projet d'Union pour la Méditerranée, pour la première fois depuis 1950, un président français annonce solennellement l'avènement d'une union stratégique dont l'Allemagne aurait été exclue. Cette manière ouverte de reconstituer des zones d'influence française et allemande séparées a suscité en Allemagne un rejet unanime et violent. Ignorance de ses conseillers ? Volonté délibérée, chez eux ou chez le président, de séparer

France et Allemagne ? En mars 2008, Angela Merkel a amené Nicolas Sarkozy à revoir entièrement sa copie, ce qu'en bon politique il a accepté de faire. L'Union pour la Méditerranée est revenue dans le giron de l'UE, à 27<sup>17</sup>. Dommage qu'il ait fallu tant de dégâts pour en arriver là. La confiance se bâtit lentement. Et Chancelière échaudée craint l'eau froide.

L'attitude allemande ne vaut guère mieux : qu'un Chancelier (Schröder) offre ses services à Gazprom juste après avoir quitté le pouvoir choque autant certains Allemands que les observateurs étrangers. Il n'en demeure pas moins que la création d'un gazoduc sous-marin contournant la Pologne et les Républiques baltes a donné l'impression d'une Allemagne défendant égoïstement ses intérêts gaziers, sans souci des partenaires européens. Tant pis si certains Etats membres de l'UE (la Bulgarie notamment) ont souffert du froid cet hiver faute de solidarité européenne ! De la même manière, les autorités allemandes défendent en Chine avant tout les intérêts allemands, sans scrupules ni hésitations.

La crise a accru cette tendance. Alors qu'en 2005 Angela Merkel s'était profilée, lors de son premier conseil européen, comme une Européenne engagée capable de prendre de la hauteur, elle a manifestement sous-évalué, à l'automne 2008, l'interdépendance des Etats membres dans la crise financière. Tout d'abord, elle a refusé toute approche européenne, peut-être en raison de la gravité de certaines défaillances bancaires allemandes dissimulées par leurs dirigeants, peut-être en raison des dysfonctionnements de l'Etat fédéral en période de grande coalition.

En invoquant, au Parlement européen, le besoin de créer un gouvernement économique, Nicolas Sarkozy a agité un chiffon rouge. Si les Allemands sont parfois un peu butés en la matière, ils posent aussi des questions dignes d'intérêt : quel est l'objectif d'un tel gouvernement économique ? Chercher à se débarrasser du pacte de stabilité, ou entamer une vraie politique macro-économique commune ? Mais avec quels engagements, quels transferts de compétences ? Et quel serait le contrôle démocratique exercé sur cette instance ? Au total, pendant sa présidence de l'UE, Nicolas Sarkozy n'a obtenu qu'un raidissement supplémentaire. Il n'est pas anodin que les Allemands aient attendu la fin du semestre pour annoncer l'essentiel de leur plan de relance. Réponse de la bergère au berger...

17. Pour plus de détails sur les aspects franco-allemands de l'Union pour la Méditerranée, voir de Sylvie Goulard, *Il faut cultiver notre jardin européen*, op. cit.

Les maladresses françaises sont d'autant plus regrettables qu'elles donnent aux Allemands des prétextes pour continuer à se replier sur eux-mêmes. Certes, le nationalisme nouveau qui se développe en Allemagne n'est pas impérialiste. Teinté d'indifférence aux autres, c'est plutôt un poujadisme pantouflard. Il n'en est pas moins nocif s'il amène ce pays à ne pas tenir son rang. S'y ajoute une obsession excessive de la subsidiarité ; depuis des années, ce concept est devenu le mot-clé de la politique européenne allemande. Il n'est pas à la hauteur de la grandeur de l'Allemagne, premier exportateur mondial, puissance intellectuelle et scientifique de premier plan, héritière d'une immense culture. Enfin, les Allemands refusent désormais de payer, privilégiant une approche comptable sur une logique d'investissement. Que le marché intérieur apporte à l'Allemagne une immense sécurité dans ses exportations, grâce à l'existence d'une cohorte de clients solvables, bien peu d'hommes politiques allemands l'admettent. Comme ils expliquent rarement à leurs électeurs que la plus grande partie du surcoût budgétaire lié à l'élargissement pèse sur la France et l'Italie ! Ces dysfonctionnements allemands sont d'autant plus graves qu'ils se font sentir jusqu'au Parlement européen, entravé par la grande coalition.

Au total, si on ajoute les dérives française et allemande séparées, et leurs actions conjointes nocives<sup>18</sup>, les deux pays sont loin d'être toujours les moteurs de l'Europe qu'ils prétendent être. Il faut en prendre conscience pour repartir sur de bonnes bases, en comprenant l'agacement des tiers devant ce double langage.

Le couple franco-allemand demeure central en Europe et pour l'avenir de l'Europe. La priorité devrait être d'en faire de nouveau l'instrument privilégié d'une action conjointe stratégique. Les alternances devraient être préparées, la coopération anticipée, au lieu d'attendre de s'être heurté à un mur d'incompréhension mutuelle pour panser les plaies.

La seconde nécessité serait de se remettre à travailler au service de l'Europe, sur un agenda en trois points : d'abord la redéfinition de l'économie sociale de marché. Des rapprochements sur la régulation sont en cours ; la phase de préparation du sommet du G 20 a permis une convergence certaine ; il faut poursuivre dans cette voie et ouvrir des discussions sans œillères sur l'harmonisation fiscale, le budget européen et une gouvernance améliorée de la zone Euro ; mais il appartient aussi

18. Alliance contre la concurrence, à maintes reprises ; ou, comme en 2003 au plus fort de l'idylle Schröder/Chirac, contre le Pacte de stabilité.

aux Français et aux Allemands de défendre le marché intérieur doté d'une concurrence libre et non faussée, fondement de notre prospérité. Ensuite, une discussion énergétique qui devrait englober les rapports à la Russie comme à l'Algérie, les interconnexions électriques, le dosage nucléaire/énergies renouvelables et surtout les économies d'énergie comme base d'un pacte industriel renouvelé. Enfin une reprise en main de l'UE : l'ornière institutionnelle actuelle est insupportable ; il est temps d'aller de l'avant. Sur toutes ces questions, nous devons ouvrir une discussion sans fard, à huis clos entre cercles de pouvoir, mais aussi dans les sociétés.

Sur le plan bilatéral, une action résolue en faveur de la langue de l'autre, qui comporterait l'assurance pour les parents que leurs enfants apprendront aussi bien l'anglais que l'allemand ou le français.

En un mot, ce n'est pas la relation franco-allemande qui est moins vitale. Ce sont les acteurs politiques qui, en la galvaudant, ont donné l'illusion qu'elle avait perdu une partie de sa pertinence. L'ancien Chancelier Helmut Schmidt l'a dit à propos de la crise : « les gouvernements n'ont pris que des mesures d'urgence<sup>19</sup> ». L'essentiel reste à reconstruire durablement.

19. *Le Monde*, 4 novembre 2008.

SYLVIE GOULARD